



# Veille Europe

Du 17 novembre au 30 novembre 2015

*Votre opinion et vos idées nous intéressent, pour nous aider à faire évoluer la Veille Europe, nous vous invitons à répondre à dix questions en cliquant [ici](#).*

## Sommaire

### - Développements européens

- Entre stigmatisation et discours bienveillants sur les réfugiés au lendemain des attentats de Paris
- L'UE promet 3 milliards d'euros à la Turquie pour aider les réfugiés

### - Développements nationaux

- « Tri » des réfugiés aux frontières dans les Balkans
- Face à l'inertie des pays de l'Union, la Suède s'estime contrainte de durcir sa législation en matière d'asile

### - En Bref

- La Méditerranée, route migratoire la plus meurtrière au monde
- Situations préoccupantes dans les hotspots italiens
- L'Ecosse accueille chaleureusement des réfugiés syriens
- Berlin investit l'aéroport désaffecté de Tempelhof et l'ancien siège de la STASI pour accueillir des demandeurs d'asile
- Rapport d'Amnesty International sur les exactions commises aux frontières de l'Europe
- Le Danemark se retire du plan de relocalisation de l'UE
- Etat des lieux des arrivées et des décès en Méditerranée en 2015

*La Veille Europe est réalisée dans le cadre des projets européens RELOREF, Réseau réinstallés et France terre d'asile :*



Avec le soutien du Fonds Asile Migration Intégration de l'Union européenne – FAMI

# Développements européens

---

## Entre stigmatisation et discours bienveillants sur les réfugiés au lendemain des attentats de Paris

Après les attentats du 13 novembre à Paris, plusieurs associations et chefs d'État ou de gouvernement ont affirmé leur soutien aux réfugiés, et souligné qu'aucun amalgame ne devait être fait entre ceux fuyant la guerre et la terreur, et les terroristes. « *Ce ne sont pas les afflux de réfugiés qui causent le terrorisme, c'est plutôt le terrorisme, la tyrannie et la guerre qui génèrent les réfugiés* » [a souhaité rappeler](#) Antonio Guterres, le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, en soulignant toutefois que « *les choses seraient complètement différentes si l'Europe avait une capacité efficace de réception aux points d'entrée, ou s'il y avait davantage de voies légales pour les futurs arrivants. Mais, malheureusement, sur ces deux sujets, l'Europe a complètement échoué et ce sont donc les passeurs qui mènent le bal.* »

[Selon ECRE](#) (Conseil européen pour les réfugiés et les exilés, « *opérer une confusion entre réfugiés et terroristes est moralement et légalement inacceptable. [...] Les États européens doivent rester fermes et défendre, de manière solidaire, leurs valeurs fondamentales et s'acquitter des obligations légales qui leur incombent.* »

Pourtant, dès le lendemain des attentats, certains hommes politiques n'ont pas hésité à faire l'amalgame entre terroristes et réfugiés. Konrad Szymansky, le nouveau responsable aux affaires européennes du gouvernement conservateur polonais Droit et justice (PIS) [a déclaré](#) « *qu'après les événements tragiques de Paris, la Pologne ne [voyait] pas de possibilité politique d'exécuter la décision de relocalisation des réfugiés* ». Il a par la suite nuancé ses propos, considérant que « *la Pologne accueillera des réfugiés s'il y a des garanties de sécurité, et ces dernières sont mises en question après les attentats de Paris* ». En réponse, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker [a souligné](#) le fait que « *ceux qui ont perpétré ces attentats sont exactement ceux que les réfugiés fuient, et pas l'inverse, et par conséquent, il n'y a pas lieu de revoir dans leur ensemble les politiques européennes en matière de réfugiés.* » Une opinion [partagée par la chancelière allemande](#) Angela Merkel.

[Retour au sommaire](#)

## L'UE promet 3 milliards d'euros à la Turquie pour aider les réfugiés

Dans le cadre du « plan d'action commun » [adopté](#) le 15 octobre entre l'Union européenne et la Turquie, la Commission européenne [met en place](#) un cadre juridique – une facilité de soutien à la Turquie en faveur des réfugiés – afin de coordonner les actions de soutien aux Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et hébergés en Turquie. La Commission a déclaré que ce dispositif serait financé à hauteur de 3 milliards d'euros par l'Union. Un comité, composé de représentants de la Turquie et des États membres, déterminera en amont les orientations stratégiques de ce dispositif et les actions qui seront financées.

L'octroi de ce fond a été acté par la [Déclaration](#) UE-Turquie adoptée lors du sommet du 29 novembre entre chefs d'États et de gouvernement de l'Union avec la Turquie.

En marge de ce sommet, la Chancelière allemande a [réuni](#) une « coalition des pays volontaires » (Suède, Finlande, Autriche, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique et Grèce), afin de discuter de l'accélération et de l'augmentation du programme de réinstallation des réfugiés syriens installés en Turquie. Le chiffre de 400 000 réfugiés a été évoqué. Jean-Claude Juncker, présent à cette réunion, qui souligne que la Turquie accueille près de 2,5 millions de réfugiés sur son territoire, a confirmé la nécessité de créer un système de migration légale en complément du renforcement sécuritaire.

L'accorde entre l'Union et la Turquie intervient alors qu'Amnesty internationale a [alerté](#) dans un communiqué que la Turquie procède à l'expulsion forcée de réfugiés syriens vers la Syrie.

[Retour au sommaire](#)

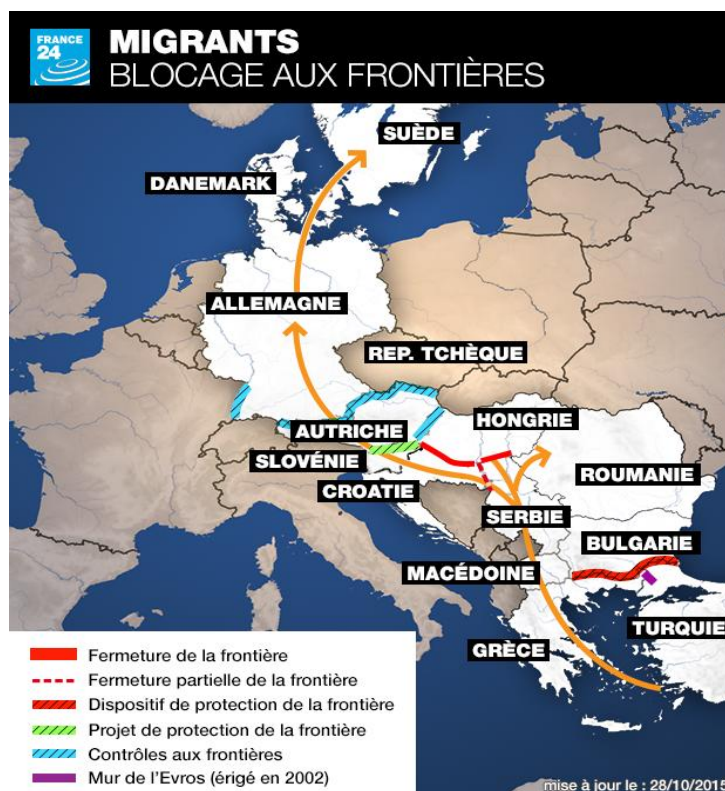
## Développements nationaux

### « Tri » des réfugiés aux frontières dans les Balkans

Depuis le 18 novembre, la Slovaquie, la Serbie, la Croatie et la Macédoine [opèrent](#) à leur frontière un tri entre les réfugiés. Seuls les réfugiés originaires d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan sont autorisés à traverser ces pays, refusant ainsi aux autres migrants – qu'ils qualifient de « migrants économiques » – de poursuivre leur chemin. Des milliers de personnes originaires d'Iran, d'Afrique, du Pakistan ou encore du Bangladesh, qui représentent moins de 10% des arrivées, se retrouvent bloqués aux postes de frontières de ces pays. Ceux qui parviennent tout de même à passer risquent l'expulsion.

La Macédoine a également débuté la construction d'une barrière d'environ 1.5 km à sa frontière avec la Grèce. Gjorge Ivanov, président de la Macédoine, a [déclaré](#) que la construction de cette barrière ne visait pas à fermer la frontière et le passage aux migrants mais à créer un « unique point d'entrée ». Il a ajouté que son pays continuerait à renvoyer vers la Grèce chaque migrant expulsé par les pays voisins.

A la frontière entre la Grèce et la Macédoine, certains réfugiés ont [bloqué](#) une ligne de chemin de fer reliant la Grèce à la Macédoine et sept personnes se sont cousues la bouche en signe de protestation.



Ces décisions, qui nient le droit d'asile de ces réfugiés et ne font qu'aggraver la situation, sont vivement condamnées par les organisations sur place, dont le [HCR](#), [l'UNICEF](#), [l'OIM](#) ou [MSF](#). Adrian Edwards, porte-parole du Haut Commissariat aux Nations unies pour les réfugiés a ainsi [déclaré](#) que « ces mesures décidées par certains États créent des tensions aux frontières ainsi qu'un effet domino, laissant dans l'incertitude totale des réfugiés et migrants bloqués à différents points de passage frontière ». Amnesty international [alerte](#) que de telles mesures ne feront qu'accroître l'activité des passeurs, ces réfugiés n'ayant d'autres choix que de faire appel à eux.

Particulièrement inquiet de la situation dans les Balkans, le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a [averti](#) ces pays que « la sélection des demandeurs d'asile sur la base de leur nationalité présumée viole le droit de toute personne à demander l'asile, indépendamment de sa nationalité, et à obtenir que son cas individuel soit entendu ».

[Retour au sommaire](#)

### **Face à l'inertie des pays de l'Union, la Suède s'estime contrainte de durcir sa législation en matière d'asile**

La Suède, premier pays d'accueil en proportion de sa population, a [annoncé](#) un durcissement de sa législation en matière d'asile. Parmi les mesures adoptées, le permis de séjour permanent pour les réfugiés est remplacé par un permis temporaire de trois ans, le droit à la réunification familiale est limité dans le temps et est conditionné à une exigence de revenu. Le gouvernement va aussi renforcer les moyens permettant de déterminer l'âge des mineurs isolés étrangers.

« Le gouvernement a été forcé de prendre » ces décisions, a [déclaré](#), émue, la vice-première ministre suédoise Asa Romson, alors que l'Agence nationale en charge des migrations [a annoncé](#) ne plus être en capacité d'offrir un hébergement à tous les demandeurs. La Suède a en effet accueilli ces deux derniers mois près de 80 000 demandeurs d'asile, et plus de 110 000 sur les dix premiers mois de l'année, pour un pays de 9.5 millions d'habitants. Le premier ministre, Stefan Löfven, estime que « la situation est insoutenable » et a critiqué les autres pays de l'Union peu engagés dans l'accueil des réfugiés.

[Retour au sommaire](#)

## **En Bref**

---

### **La Méditerranée, route migratoire la plus meurtrière au monde**

La Méditerranée constitue de loin la route migratoire la plus dangereuse au monde, selon [une étude](#) publiée par le Parlement européen. En effet, au 27 novembre, parmi les 4 947 migrants morts ou disparus dans le monde, 3 551 migrants étaient [déclarés](#) morts ou disparus en Méditerranée.

Cette étude met également en exergue les multiples violations des droits fondamentaux auxquelles font face ces migrants au cours de leur voyage vers l'Europe. À cet égard, l'étude considère que le développement de stratégies efficaces pour protéger les droits fondamentaux des migrants et sauver

leurs vies ne constitue aucunement une priorité pour l'Union, qui se focalise davantage sur la protection et la sécurisation des frontières.

[Retour au sommaire](#)

### Situations préoccupantes dans les hotspots italiens

Plusieurs associations italiennes et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) [ont fait part](#) de leurs inquiétudes au regard des pratiques dans les hotspots en Italie. En effet, ils rapportent plusieurs cas de décisions de retour prises sans un réel examen de la situation individuelle du demandeur d'asile, des cas de mineurs isolés identifiés comme adultes et, de manière générale, un manque criant de protection et de garanties apportés aux migrants et réfugiés. De même, ces organisations dénoncent l'impossibilité de s'entretenir avec eux avant leur enregistrement par la police, ce qui suppose un possible manque d'information sur la procédure d'asile.

[Retour au sommaire](#)

### L'Écosse accueille chaleureusement des réfugiés syriens

L'Écosse [a accueilli](#) mardi 17 novembre les premiers réfugiés syriens, reçus dans le cadre d'un programme de réinstallation de personnes vulnérables. Ce programme accorde aux bénéficiaires une protection internationale de cinq ans, et leur garantit le droit au travail, aux prestations sociales, à la réunification familiale ou à l'accès aux soins. Le quotidien écossais *The National* leur [a souhaité](#) « *le plus chaleureux des accueils* », tandis que la Première ministre Nicola Sturgeon rappelait, au lendemain des attentats de Paris que « *ces gens fuient la terreur instaurée par Daesh, c'est pourquoi en tant que communauté, et en coopération avec d'autres pays, nous avons un rôle à jouer dans la crise des réfugiés* ». Le parlement écossais n'a cependant pas donné de détail sur leur nombre et leurs lieux d'accueil.



Pour plus d'informations, [consultez](#) le programme de réinstallation au Royaume-Uni et le [communiqué](#) du gouvernement britannique.

[Retour au sommaire](#)

### Berlin investit l'aéroport désaffecté de Tempelhof et l'ancien siège de la STASI pour accueillir des demandeurs d'asile

L'aéroport désaffecté de Tempelhof et l'ancien siège de la STASI –la police politique d'Allemagne de l'est – [ont été réquisitionnés](#) afin d'accueillir des demandeurs d'asile en attente du traitement de leur demande. L'aéroport, sur lequel atterrissaient les avions lors du blocus de Berlin, est en mesure de recevoir des demandeurs d'asile depuis le 26 octobre. Au 19 novembre, plus de 2000 personnes, parmi lesquelles 500 enfants, [y sont accueillies](#) de manière temporaire. Les conditions de vie y sont précaires, en témoignent l'absence de robinets d'eau courante et de douches, ainsi que des toilettes en préfabriqué.

L'ancien siège de la STASI, qui peut accueillir 900 personnes, a ouvert ses portes à 500 réfugiés vendredi 20 novembre. Depuis le début de l'année, l'Allemagne a reçu 760 000 demandes d'asile, et 40 000 pour la seule ville de Berlin.

[Retour au sommaire](#)

## Rapport d'Amnesty International sur les exactions commises aux frontières de l'Europe



Amnesty International [a publié](#) mardi 17 novembre un rapport revenant sur les méthodes de gestion des frontières, davantage tournées vers l'investissement dans les technologies de surveillance et l'édification de barrières que vers la mise en place de structures d'accueil.

Ce rapport, [intitulé](#) « *Peur et Barbelés : la stratégie de l'Europe pour tenir les réfugiés à distance* » souligne également les pratiques de refoulement, accompagnées de mauvais traitements et de recours excessifs à la force, par les gardes frontières et gardes côtes hongrois, grecs, bulgares et espagnols. Il énonce en outre des recommandations, enjoignant les États membres à en faire plus pour répondre à la crise des réfugiés. Il fait écho à un rapport [publié](#) par Human Rights Watch intitulé

« *UE : Propositions pour répondre à la crise des réfugiés* », également publié le 17 novembre.

[Retour au sommaire](#)

## Le Danemark se retire du plan de relocalisation de l'UE

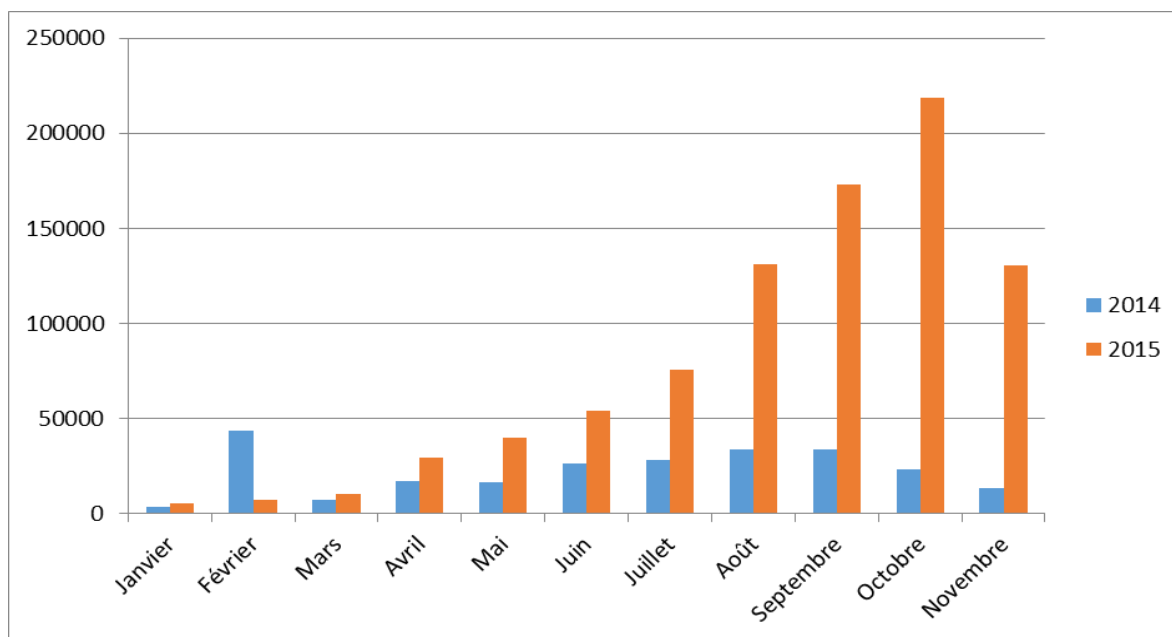
Le Premier ministre danois [a annoncé](#) mardi 24 octobre que le Danemark ne comptait plus prendre part au plan de relocalisation de l'Union européenne. Il considère que « *le nombre croissant de demandeurs d'asile et de réfugiés arrivant au Danemark l'empêchent de prendre en charge les 1000 réfugiés [promis](#) dans le cadre de ce plan* ». Juridiquement, le Danemark, qui ne prend pas part à la plupart des mesures européennes sur l'asile, n'est pas contraint de participer à ce plan.

[Retour au sommaire](#)

### Etat des lieux des arrivées et des décès en Méditerranée en 2015

Depuis le début de l'année 2015 jusqu'au 30 novembre, 876 707 personnes ont rejoint l'Europe via la Méditerranée selon les statistiques mises à jour quotidiennement par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, dont 728 910 via la Grèce. 51% des arrivants sont Syriens, 20% Afghans et 6% Irakiens.

Au 30 novembre 2015, 3 510 personnes ont trouvé la mort en Méditerranée. Ils étaient 3 500 personnes sur l'ensemble de l'année 2014.



[Retour au sommaire](#)